l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mardi 14
décembre 1976

No 584

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

St-Nazaire

LES CHANTIERS NAVALS OCCUPES

Depuis jeudi dernier, les ouvriers des Chantiers de l'Atlantique occupent leurs lieux de travail et le super-pétrolier de 550 000 tonnes, le «Bellamya» qui devait prendre la mer. Ce sont plus de 10 000 travailleurs (7 000 à la construction et plus de 3 000 à la mécanique) qui sont en grève à la suite du refus de la direction des Chantiers de satisfaire leurs revendications.

Au cours d'une rencontre le 2 décembre avec les directions syndicales, la direction de la division «construction navale» (Alsthom Atlantique) s'opposait à la reprise de l'accord d'entreprise en expliquant avec cynisme que la crise pétrolière a amputé le marché mondial de 92 % en 3 ans et que la concurrence est telle que certains chantiers — notamment japonais et polonais — pratiquent des prix jusqu'à 40 % inférieurs à ceux des chantiers français.

C'est ainsi que la direction s'est refusée à satisfaire notamment le maintien du pouvoir d'achat des ouvriers des chantiers ainsi que l'indexation de leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne.

Devant ce refus les travailleurs décidaient la grève avec occupation. Peu de temps après la direction se retranchait derrière une décision de lock-out qui fut effective vendredi matin et sommait les travailleurs, le lendemain, d'évacuer les lieux avant 20 heures. Loin de céder à l'intimidation les travailleurs ont continué l'occupation après un meeting de 5 000 travailleurs vendredi matin et mobilisé la population venue à plusieurs milliers pour empêcher l'intervention des flics qui ont reçu l'ordre de ne pas montrer le bout du nez !

Deux journées portes-ouvertes ont même été organisées pendant le week-end et ont remporté un grand succès. Depuis, les 3 000 ouvriers de la branche mécanique se sont joints à la grève, et une grève de soutien de 24 heures doit avoir lieu dans la métallurgie lundi 13. Un meeting a eu lieu ce jour même à 8 heures, rassemblant les ouvriers des chantiers.

Les ouvriers des chantiers s'affrontent à la politique de la bourgeoisie qui veut leur faire payer la crise. Mais ils doivent également s'affronter à leurs dirigeants syndicaux qui n'hésitent pas, si la base s'impatiente, à lancer des actions «dures» dans le seul but de prendre de vitesse une initiative qui leur échapperait pour dévoyer la combativité ouvrière au profit du projet politique du Programme commun.

(Suite page 5)

Pendant que les manifestations se développent en Palestine occupée

Ouverture à Damas du Conseil central Palestinien

Le Conseil central de l'Organisation de Libération de la Palestine a ouvert ses travaux dimanche soir dans la capitale syrienne, en présence de Yasser Arafat.

Ses 42 membres regroupent les onze chefs de départements (politique, information, finances...) du Comité exécutif, des représentants de la guérilla, des Associations de masse et de l'Armée de Libération de la Palestine.

Il est l'instance de décision intermédiaire entre le Conseil national (assemblée plénière) et le Comité exécutif dont il contrôle les activités dans l'intervalle des sessions du Parlement palestinien.

Le Conseil central se réunit à une heure où, à nouveau, tous les regards sont tournés vers le Proche-Orient.

Déjouant les manœuvres de l'URSS comme des USA, les peuples libanais, palestinien et les autres peuples arabes de la région ont en effet surmonté la crise libanaise. L'Assemblée générale de l'ONU vient de réaffirmer à plusieurs reprises sa reconnaissance de l'OLP comme seul porte-parole légitime du peuple palestinien et sa condamnation de la politique sioniste dans les territoires occupés.

A l'heure où Israel est de plus en plus isolée sur la scène internationale, les deux superpuissances volent à son sevours car son existence est utile à la situation de «ni guerre, ni paix» qui sert le mieux leurs ambitions rivales dans cette région. L'une suréquipe l'État sioniste en armements sophistiqués pendant que l'autre s'efforce de faire renaitre de ses cendres un projet de «conférence de Genève» où agresseurs et agressés, spoliateurs et spoliés, converseraient ensemble à la même table !

La réunion du Conseil central palestinien se tient à huis-clos mais il semble avéré qu'elle discutera du renforcement de l'unité des différentes composantes de la Résistance, de la convocation prochaine du Parlement palestinien, de la stratégie à suivre dans le contexte politique actuel et particulièrement du sort des territoires occupés depuis 1967, de l'éventuelle création d'un État palestinien sur ces territoires et de la poursuite de l'action de la Résistance palestienne jusqu'à la satisfaction de l'intégralité de ses droits nationaux.

Le jour même de l'ouverture du Conseil, d'importantes manifestations antisionistes de commerçants et lycéens palestiniens se déroulaient en Cisjordanie occupée, particulièrement à Naplouse. Scandant des mots d'ordre anti-israéliens les manifestants ont établi des barricades dans les rues et lapidé les véhicules militaires et les forces de répression sionistes accourues pour les mater.

Ces manifestations témoignent de la profondeur de l'aspiration du peuple palestinien à vivre libre et indépendant dans sa patrie retrouvée, une volonté que rien ni personne, pas même une ou deux superpuissances, ne parviendront jamais à briser.

Chine

Deuxième Conférence nationale sur l'agriculture

Plus de 5 000 personnes ont assisté à la journée inaugurale de la Conférence nationale sur l'agriculture qui s'est ouverte vendredi à Pékin.

Dans son discours d'ouverture, le vice-premier ministre Li Hsien Nien a souligné l'importance d'améliorer l'agriculture socialiste et l'économie nationale toute entière, d'accélérer la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technologie.

Cette Conférence revêt une grande importance politique dans le contexte de la campagne de dénonciation de la ligne des «quatre». Les membres dirigeants des comités de Parti de toutes les provinces, municipalités et régions autonomes y participent ainsi que les cadres au plus haut niveau du Parti communiste chinois, du gouvernement et de l'Armée populaire.

Un impératif : développer la production agricole en la mécanisant.

L'agriculture revêt toujours une importance primordiale pour la Chine qui compte quelques 600 millions de paysans. La première Conférence nationale pour l'agriculture tenue en 1975 pour généraliser l'expérience du district de production de Tatchai avait vu, comme l'indique la presse chinoise, ses résultats sabotés par les quatres dirigeants destitués.

La Moscow Narodny Bank

UNE TRANSNATIONALE SOVIETIQUE

Le social-impérialisme russe n'est pas en reste dans la course aux superprofits impérialistes tirés de l'exportation de capitaux, élément parmi d'autres du pillage du tiers monde.

Le journal «Le Monde» vient de publier un dossier révélateur sur les activités des grandes banques capitalistes en Asie, à partir de deux grandes plaques tournantes de la finance internationale : Singapour et Hong Kong.

La Moscow Narodny B : une banque soi-disant anglaise à capitaux soviétiques. Comme Lénine l'a montré dans «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», le système capitaliste arrivé au stade monopoliste, l'impérialisme, se voit dans l'obligation d'exporter des capitaux pour réaliser des superprofits, lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit dans les métropoles impérialistes, et en définitive se partager le monde en zones d'influence. Depuis quelques années, l'URSS où le capitalisme a été restauré s'est engagée dans la course avec l'autres superpuissance pour exporter ses capitaux, assurer sa pénétration énonomique et politique partout dans le monde.

Les banques sont un des moyens privilégiés pour cette tâche, et les banques soviétiques ont fait leur apparition en force sur le marché financier international : en Europe de l'Ouest nous connaissons les activités de la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord, en Asie du Sud-Est c'est la Moscow Narodny Bank qui étend ses tentacules depuis 5 ans.

D'abord, les sociaux-impérialistes ont transformé les banques créées par le nouvel État soviétique pour assurer le commerce avec des États capitalistes en grands trustes de type capitaliste. Ainsi la MNB avait été créée à Londres en 1919, pour financer les échanges commerciaux entre l'URSS et la Grande-Bretagne dans le cadre d'échanges économiques, sur la base d'avantages réciproques.

(suite p.2)

le monde en marche

Zimbabwe

Succès militaires pour la ZIPA

L'armée populaire du Zimbabwe (Zipa) a remporté de grans succès dans sa lutte pour l'indépendance nationale depuis qu'elle a intensifié en janvier dernier la lutte armée contre le régime raciste de Smith, affirme un communiqué de la Zipa publié le 6/12 à Maputo.

Evoquant les résultats des opérations, ce communiqué signale qu'au cours des 9 premiers mois de cette année, 1 256 ennemis ont été tués, plusieurs centaines d'autres blessés, 145 véhicules militaires et 3 trains de marchandises détruits, 6 ponts sautés et 45 avions, y compris des hélicoptères abattus.

Une unité de la Zipa à l'entrainement

Il déclare que la moitié du territoire du Zimbabwe et même Salisbury, la capitale du régime raciste de Smith, rentre dans le champ d'action de la guerilla de la Zipa. La partie Nord tout entière, la partie Nord-Ouest, la partie Est et la partie Sud-Est du zimbabwe sont maintenant sous l'influence politique et militaire de la Zipa. Jusqu'ici, ajoute-t-il, la Zipa a attaqué 22 bases ennemies au Zimbabwe.

En ce qui concerne la Conférence de Genève sur l'indépendance du Zimbabwe, le communiqué souligne qu'il n'y a pas d'autre moyen que la lutte armée, que mène avec endurance la Zipa, qui puisse faire venir l'ennemi à la table de Conférence.

Italie

Les révisionnistes à l'assaut de la Radio-Télévision

«Il faut tenir compte pour ce renouvellement du nouveau cadre politique issu des dernières élections» affirme Berlinguer à l'appui de sa revendication, dans une lettre adressée aux secrétaires de la Démocratie Chrétienne, des partis socialiste, social-démocrate et républicain. Il estime que la radio-télévision d'État italienne se trouve dans un «état alarmant de crise» résultant de «l'antique et négative répartition des postes et des pouvoirs entre les partis politiques».

S'inspirant de l'exemple de son compère Cunhal qui avait truffé les moyens d'information de l'État portugais d'hommes du PCP, le PCI part ainsi à l'assaut des moyens d'information en Italie. Il peut justement faire valoir pour cela qu'il a réglé la facture d'avance : «Il vient en effet de «s'abstenir» au dernier vote du Parlement décrétant le blocage des salaires en Italie jusqu'en 1978 !

Berlinguer, secrétaire du PCI, vient d'exiger que les révisionnistes italiens fassent leur entrée au Conseil d'administration de la radio-télévision d'État italienne dont la composition doit être renouvelée le 15 décembre.

Grande Bretagne

Grève sauvage dans l'industrie automobile

Les deux géants de l'industrie automobile britannique «British Leyland» et «Ford» sont une fois de plus menacés de paralysie par une série de grèves sauvages.

Chez «Leyland» les débrayages successifs ont arrêté complètement la production de 5 des 16 modèles de voitures de la firme.

Ces derniers d'entre eux, vendredi, a entrainé la fermeture pure et simple de l'usine de Common Lane, près de Birmingham. La quasi-totalité des employés de l'usine se sont mis en grève pour protester contre des sanctions prises par la direction à l'égard de certains ouvriers auxquels elle reproche de ne «pas travailler suffisamment».

Chez Ford, à l'usine de Liverpool, la production est paralysée à la suite d'une grève de protestation contre le licenciement de trois soudeurs.

Voilà qui devrait sonner comme un avertissement aux oreilles du gouvernement travailliste dont le porte-parole vient d'annoncer un «un nouveau train de mesures d'austérité très sévères dont certaines revêtiront un caractère impopulaire».

La Moscow Narodny Bank

Une transnationale soviétique

Suite de la p. 1

Aujourd'hui, cette banque officiellement succursale d'une banque anglaise, est en fait dirigée directement par des sociaux-impérialistes russes, qui possèdent son capital à 100 % avec soi-disant pour mission «de faciliter le commerce Est-Ouest», qui comme chacun sait, ne passe pourtant pas par Singapour !

C'est dans les années 1960 que son influcence s'étend économiquement en spéculant sur le marché de l'euro-dollar et géographiquement par l'ouverture entre autres de 2 succursales : l'une à Beyrouth en 1963, l'autre à Singapour en 1971.

Les activités très lucratives de la MNB

En 2 ans de 1971 à 1973, elle devient la principale banque étrangère à Singapour avant les principaux consortiums financiers capitalistes américains et autres.

A) *Les échanges commerciaux* : ouverte pour développer les échanges commerciaux entre l'URSS et Singapour (vente de machines russes contre l'achat d'huile de coprah et de chaussures), la MNB s'est rapidement intéressée à des activités plus rentables et plus vitales pour l'économie russe comme l'achat de grosses quantités de caoutchouc en Malaysie, par l'intermédiaire de Singapour.

B) *Les sociétés mixtes ou transnationales russes* : la MNB investit directement sur place en finançant des entreprises de transport, de commerce et même industrielles à capitaux russes, qui s'installent à Singapour comme :

la «Compagnie des messageries URSS-Singapour», capital 50 % au ministère de la marine marchande soviétique, 50 % à la Compagnie South Union of Singapore constituée par de gros exportateurs de caoutchouc

la Compagnie soviétique «Far Eastern Shipping», filiale de l'Organisation de commerce extérieur des bateaux de Moscou.

enfin, la «Morrissco» qui traite des fruits de mer.

Bien sûr, les sociaux-impérialistes russes, à l'exemple de leurs concurrents des transnationales américaines, versent des salaires dérisoires aux travailleurs de la région et cette surexploitation des travailleurs du tiers monde leur permet d'accroitre encore plus leurs profits impérialistes.

C) *La spéculation financière et immobilière dans tous les États de la région.*

La MNB, comme toute banque capitaliste fait le commerce de l'argent en spéculant sur le marché de l'Asian-dollar et en prêtant à des entreprises de Singapour, de Thailande ou d'Indochine et même semble-t-il en Australie.

D'ailleurs la MNB n'est nullement une banque concernant les petits épargnants locaux mais les gros porteurs capitalistes. En effet, c'est une des 12 banques étrangères à licence restreinte, c'est-à-dire qui ne peut pas recevoir des dépôts inférieurs à 500 000 F...

En 1973, les transactions financières ont porté sur 600 millions de dollars US soit 14 % de tous les crédits accordés par toutes les banques de Singapour (97 établissements bancaires au total). On voit qu'en 2 ans, la banque russe s'est taillé la part du lion !

Pour s'imposer la MNB emploie des techniques d'impérialisme aux dents longues comme une sorte de «dumping» du crédit, c'est-à-dire prêter à des taux d'intérêt plus faibles que ses concurrents pour rafler dans un premier temps le maximum de prêts et ensuite régner en maitre dans la région. C'était les moyens utilisés par l'impérialisme allemand à la veille de 1914 pour «se faire sa place au soleil».

Enfin, pour arrondir encore ses profits la banque social-impérialiste s'est lancée dans des opérations immobilières sans doute très fructueuses en Thailande, en Indonésie et en Australie. Autre exemple, elle a accordé des prêts à une maison de jeu à Bangkok.

Récemment, la MNB a essayé de s'introduire à Macao et à Hong-kong en absorbant des banques locales. A Hong-kong, elle essaie de contrôler des petites banques américaines dont la Mosbert Holding en 1975, finalement elle échoue face à l'opposition des autorités britanniques.

Une banque de fonctionnement capitaliste au service du social-impérialisme russe en Asie

L'essor spectaculaire de la Moscow Narodny Bank est symbolisée par l'installation dans le quartier des affaires dans un immeuble de 16 étages à Singapour. On s'est aussi payé les services d'un manager à l'américaine, un banquier qui a dirigé précédemment la Bank of America puis la United Overseas Bank à Singapour qu'il vient de quitter précipitamment... La MNB a en effet quelques ennuis avec les autorités. Du capital américain au capital soviétique, il s'agit toujours de réaliser les profits maximum.

Il est intéressant de constater que la MNB développe ses activités dans des pays très liés à l'impérialisme américain qu'elle cherche à supplanter pour le plus grand profit de ses maitres. Soulignons qu'il s'agit aussi, comme en Indonésie ou en Thailande, de dictatures militaires qui répriment férocement les communistes qui se battent pour la démocratie et la liberté. Voilà «l'internationalisme prolétarien» à la sauce Moscou.

Par le biais de ces activités financières, le social-impérialisme cherche à avancer ses pions, il rivalise avec l'autre superpuissance mais l'un et l'autre seront balayés comme c'est déjà le cas au Kampuchéa démocratique.

D'ailleurs cet instrument de pénétration discret de l'URSS qui cherche à imposer aux États de la région un soi-disant traité de «sécurité collective», rejeté par la Chine, commence lui aussi à être dénoncé. La véritable nature capitaliste et expansionniste du social-impérialisme russe apparait chaque jour un peu plus.

Un lecteur de Saint-Brieuc.

Algérie

Le président Boumediene plébiscité

Près de 96 % des 8 millions d'Algériens et d'Algériennes qui se sont rendus aux urnes vendredi ont plébiscité le colonel Houari Boumediene, candidat unique du FLN à son poste de premier président élu de la République algérienne.

De très nombreuses manifestations populaires avaient appuyé cette candidature à travers tout le pays.

Élu pour 6 ans, il sera investi dans sa fonction la semaine prochaine, lors d'une cérémonie solennelle de prestation de serment.

Il aura alors à désigner le vice-président de la République et le premier ministre avant de constituer le prochain gouvernement qui sera placé sous sa direction.

L'actuel Conseil de la Révolution sera alors automatiquement dissous. L'élection de l'Assemblée nationale populaire, prévue en février prochain, parachèvera alors «l'institutionalisation de la Révolution algérienne».

nouvelles intérieures

Le «colloque franco-soviétique» de Royaumont

A LA BOTTE DU KREMLIN

Une nouvelle fois Giscard a tenu à jouer son rôle dans la comédie de la «détente» internationale qui connaît pourtant de moins en moins de supporters. Recevant vendredi après-midi l'ambassadeur de Tchécoslovaquie, il a souligné que «la politique de détente constitue un acte essentiel de la politique extérieure de la France» et qu'il fallait «s'attacher à la mise en œuvre effective de l'acte final d'Helsinki».

Son interlocuteur tchèque faisait chorus en évoquant «les perspectives réconfortantes» ouvertes pour l'Europe par la conférence d'Helsinki et affirmait sans sourciller qu'«on peut dire que le climat général régnant en Europe s'améliore».

De son côté, l'un des chefs de file du Kremlin, l'idéologue révisionniste Ponomarev, poursuivait son séjour officiel en France en se permettant de lancer «un nouveau et pressant appel à la cessation de la folle course aux armements». «Le potentiel nucléaire actuellement accumulé, a-t-il dit, est de deux millions de fois supérieur à la puissance de la bombe atomique lancée sur Hiroshima... Un chercheur et un ingénieur sur quatre sont occupés à des travaux de recherche à des fins militaires. Chaque avion, chaque tank, chaque sous-marin de la nouvelle génération coûte deux, trois et même quatre fois plus cher que ses prédécesseurs...»

Les «ommissions» de Ponomarev

Tout cela est parfaitement exact, mais ce que Ponomarev «omet» de dire c'est que c'est bien l'URSS qui tient la tête dans cette frénétique course aux armements. Et que les appels pathétiques qu'il lance ainsi s'adressent uniquement à autrui, visent à tromper les pays et les peuples que l'URSS rêve de dominer en poursuivant sans relâche son gigantesque effort de guerre.

L'offensive de charme de Ponomarev ne devait pas en rester là puisqu'il était ce week-end l'animateur, et sans nul doute l'instigateur, d'un «colloque franco-soviétique» organisé par l'Association France-URSS à Royaumont, destiné à dresser le bilan des accords d'Helsinki.

Tout un beau monde s'y pressait : Edgard Faure, le général Gambiez, Léo Hamon, Charles Hernu (PS), Louis Baillot (député PCF) côté français ; Ponomarev, Youri Joukov, éditorialiste de la «Pravda», Vladimir Popov, vice-ministre de la Culture, côté soviétique.

Quand le loup se fait agneau

Abondant dans le sens de Moscou Faure a ouvert la séance en déplorant que la France pratique «la politique de la chaise vide» dans les discussions internationales sur le désarmement et insisté sur «les dangers économiques qu'entrainent l'accroissement permanent des dépenses militaires».

Ponomarev, de son côté, s'est efforcé de réfuter les critiques de l'OTAN sur l'accroissement du budget militaire russe et s'en est pris violemment à ceux qui dénoncent les asiles et les camps soviétiques comme se livrant à «de grossières ingérences dans les affaires intérieures de l'URSS».

Louis Baillot, député PCF de Paris a attaqué à son tour la volonté affichée, en parole du moins, par le gouvernement français de maintenir une politique de défense indépendante et circonspecte par rapport à la menace militaire qui vient de l'Est.

Popov, vice-ministre de la culture soviétique a enfin pris aigrement à partie des quotidiens parisiens qui venaient de dénoncer la politique culturelle de l'URSS en qualifiant de «pareilles élucubrations journalistiques d'actes de vandalisme sapant les échanges culturels».

En bref, c'est en toute tranquillité et tout à fait officiellement que l'officine pro-soviétique «France-URSS» a pu développer ses thèses mensongères sur «l'amitié» que les nouveaux tsars de Moscou nourrissent à l'égard de notre peuple. Mais le rameau d'olivier qu'elle agitait ainsi se révèle bien insuffisant à camoufler l'énorme arsenal militaire agressif que ses patrons continuent d'accumuler aux frontières de l'Europe.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

Arenc

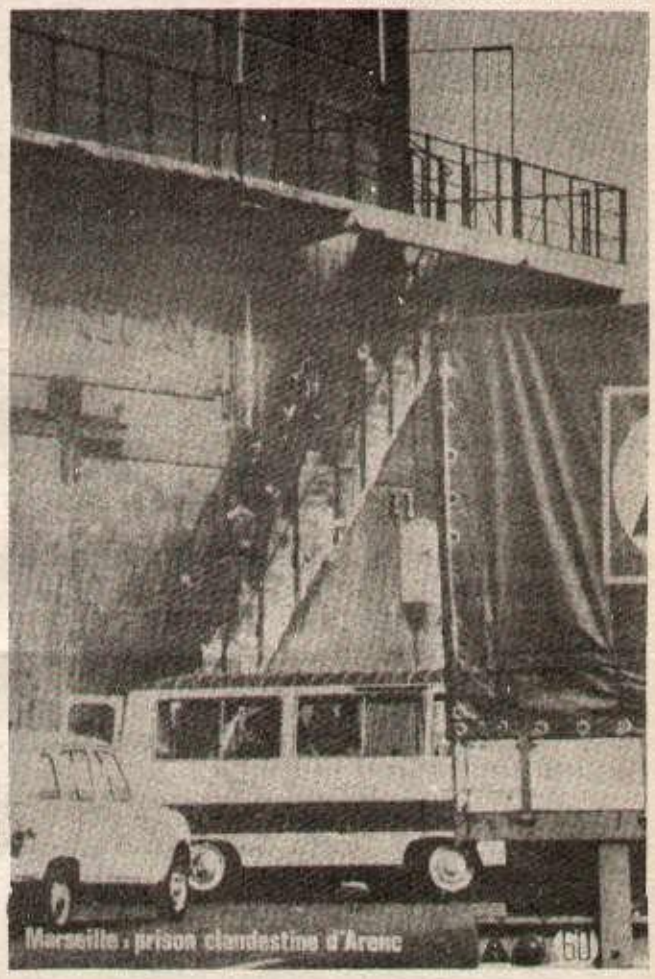
LA PRISON CLANDESTINE

Le Collectif Arenc est le comité qui regroupe ceux qui veulent obtenir la disparition du scandale que représente l'existence de la prison clandestine d'Arenc ainsi que l'inculpation des responsables de cette injustice en premier le lieu le préfet de police.

Vendredi 3 décembre au matin, les membres du collectif, une quarantaine environ, se pressent devant le palais de Justice pour porter les pétitions récoltées par le collectif (4 000 environ) au procureur de la République. C'est alors qu'arrive Me Yvonne Pons de Poly (!!) avocate, président à Marseille de l'Association pour les droits de l'homme, membre connue de l'Union de la «gauche». Un membre du comité croyant bien faire, lui montre les pétitions, cette grande dame les prend avec elle et passe avec un autre avocat de la région par l'entrée réservée, ce qui fait que la délégation du comité s'est vu fermer la porte au nez par les vigiles du palais de Justice. Tout le monde était très en colère et les avocats présents ont refusé de se prêter à cette mascarade et ne sont pas rentrés dans le palais.

Cela ne s'arrête pas là : Me Y. Pons de Poly porte donc les signatures au procureur à notre place, et en profite pour lui demander ... non pas la fermeture d'Arenc mais le droit de visite des avocats aux «prisonniers». C'est donc demander qu'Arenc soit «légalisé», que cela soit une prison comme les autres à un détail près, c'est que ceux qui y sont, ne sont pas inculpés mais ils sont immigrés et en voie d'expulsion !

Le collectif à sa dernière réunion, a reçu une lettre de cette brave «suffragette» de l'Union de la «gauche» en disant en substance : vous comprenez, Messieurs, tout cela est bien joli, mais la justice suit son cours normal donc il ne faut surtout pas


Marseille : prison clandestine d'Arenc

la déranger et «ne rien entreprendre» (en toute lettre) avant que celle-ci ne rende son verdict.

Voilà qui a le mérite d'être clair et net cela représente la preuve de ce que certains amis du collectif ont avancé bien avant : nous n'avons *rien* à attendre d'un soi-disant soutien des personnalités de l'Union de la «gauche». Tout ce qui peut nous arriver si nous recherchons à tout prix ce «soutien», c'est se faire déposséder de notre combat pour faire «mousser» quelques bourgeois. Ne laissons personne se servir de la lutte que nous menons à des fins d'étouffement. Oui, la fausse gauche, comme le gouvernement, veut étouffer l'affaire, la «camarade» Pons de Poly l'a bien prouvé à tous !

En dehors de cet épisode malheureux, mais prévisible, le collectif a décidé une manifestation à Aix-en-Provence, mercredi 15 décembre à 17 h 30, devant le palais de Justice sur les mots d'ordre clairs de fermeture de la prison illégale d'Arenc, et inculpation des responsables. Cette date a été choisie car c'est le 15/12 que le dossier de l'affaire (la plainte de Salah Bougrinne) sera discutée par la chambre d'accusation qui devra donner raison définitivement soit au juge Loguesqui demande l'inculpation du préfet de police soit au parquet (pouvoir), qui demande le non-lieu.

Peut-on attendre beaucoup de la justice de notre pays ? Nous ne le pensons pas et en tout cas, *l'essentiel* sera dans la rue en mobilisant le plus de personnes possible à 17 h 30 devant le palais de Justice d'Aix.

Correspondant HR.

Adresse du collectif :
2, rue Ph. de Girard
13001 - Marseille.

A droite comme à «gauche»

Préparation à l'armée de métier

Toutes les fractions de la bourgeoisie ou défendant ses intérêts, sont aujourd'hui d'accord pour en finir avec l'armée de contingent. Toutes sont d'accord pour avoir à leur disposition un outil qui leur permette de réprimer les travailleurs sans devoir pour autant remettre de l'ordre dans les rangs, un outil dont le contingent soit éliminé, donc tout le peuple soit directement absent. D'autant plus que les temps s'amorcent difficiles, que le succès du plan Barre est loin d'être assuré.

Mais des désaccords subsistent quant à la manière... Messmer, pendant longtemps, a été le seul à «droite» à prêcher pour l'armée de métier, «l'armée de volontaires» (il se souvient du temps de la légion...), Chirac, au rassemblement de la porte de Versailles s'est prononcé aussi dans ce sens : «La modernisation (de l'armée) va exiger le volontariat plutôt que la conscription» ; Giscard, quant à lui, a réaffirmé plus d'une fois très haut son attachement à une armée de conscription qui n'existe déjà presque plus. Et par derrière, sans rien dire, il diminue de 20 000 le nombre des appelés, renforce les unités d'engagés, quadrille le territoire... La «gauche» va dans le même sens : elle réclame le service à 6 mois (elle n'est du reste pas à une contradiction près, puisqu'aussi, dans le Programme commun, il est dit que «toute orientation vers une armée de métier sera abandonnée» ; le service à 6 mois ne conduit-il pas tout droit à cette armée de métier ?

la France des luttes

Licenciement collectif à l'ACTIME (St-Malo)

Les travailleurs occupent l'usine

Après les travailleurs (450 plus 120 intérimaires) des chantiers navals de la SICCNA de St-Malo, licenciés en juin 75, et qui, depuis, poursuivent leur lutte pour retrouver leur emploi, c'est au tour des ouvriers de l'ACTIME d'être frappés par un licenciement collectif.

L'ACTIME est une société qui comprend 3 usines : à Dreux, Vernouillet (Eure), St-Malo. Elle est spécialisée dans la production d'équipement lourd, et dans la chaudronnerie industrielle. Elle fabrique des machines de nettoyage à sec, du matériel pour l'industrie nucléaire, la recherche pétrolière, l'industrie chimique et agro-alimentaire.

L'ACTIME a déposé son bilan le 8 décembre 76, mettant au chômage *les 500 ouvriers* de ses 3 usines, *plus 500 employés* des entreprises de sous-traitance.

Depuis, les 3 usines sont occupées. A St-Malo, les 73 ouvriers, dont quelques femmes, d'ACTIME ont décidé l'occupation de leur usine à l'unanimité.

Une faillite inévitable : selon la logique capitaliste !

Pourquoi ce dépôt de bilan ?

Le PDG s'explique : «ACTIME est une entreprise viable, qui travaille dans des techniques de pointe, le carnet de commandes pour 77 est bien rempli, si l'entreprise est en faillite, c'est la faute du gouvernement, actionnaire à 21 % qui n'a pas bien surveillé les comptes et ne fait rien pour renflouer les capitaux».

Les capitaux : en effet, dès 1973, l'État qui s'intéresse à cette «industrie de pointe», participe pour 21 % à son capital par l'intermédiaire de 2 organismes dépendant du ministère de l'Économie et des Finances : l'IDI (Institut de développement industriel), la SODERO (Société de développement régional de l'Ouest).

En 74, le PDG actuel, Buchert, reprend l'entreprise. Il acquiert, avec ses collaborateurs, 64 % du capital de l'entreprise par l'intermédiaire du GII (Groupement d'investissement industriel). Le personnel achète les 16 % qui restent.

L'«affaire ACTIME» : quand Buchert reprend l'entreprise en 74, il y a un déficit de 2,8 millions de francs. Mais ce bilan se révèle faux. La reprise a été si rapide qu'on n'a pas le temps de contrôler les comptes et les actionnaires n'y ont pas assez veillé.

En réalité, il y a un «trou» de 14 millions (?) et dès lors, la faillite est inévitable : en septembre 76, les actionnaires sont mis au courant du «désastre».

A présent pour le PDG, la seule solution serait un accroissement de l'investissement du gouvernement, qui devait passer à 30 ou 40 %. Mais le gouvernement, pour le moment, fait la sourde oreille : il mettrait comme condition à son aide l'entrée dans l'entreprise d'un nouveau «partenaire industriel» qui serait le baron Empain, déjà intéressé à l'affaire. Les négociations se poursuivent entre l'ACTIME et l'IDI, la SODERO et le CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles) : 3 organismes dépendant du ministère de l'Économie et des Finances.

Un coup bien monté !

Le patron d'ACTIME se présente comme la «victime» du gouvernement, qui n'a pas été un bon actionnaire et n'a pas vérifié les comptes... Il essaie de faire appel à la solidarité des ouvriers, comme si patron et ouvriers pouvaient avoir les mêmes intérêts ! comme s'ils pouvaient être du même côté !

En réalité, pour Buchert, comme pour tout bon capitaliste, il s'agit d'utiliser la faillite pour rentabiliser son entreprise en licenciant du personnel !

Buchert, gouvernement, Empain : complices ! Ils ont le même but : faire le profit maximum sur le dos des ouvriers !

Mais cela, les ouvriers d'ACTIME l'ont bien compris : pour eux, occuper leur usine, c'est d'abord lutter pour leur survie, c'est lutter pour leur emploi, contre les intérêts du patron.

Et le PCF ?

Pour le PCF, l'aspect principal de l'affaire, c'est que «le gouvernement laisse mourir un important potentiel technique» (titre de l'article du 1er décembre 76 de l'Humanité).

Le PCF entre dans la logique des capitalistes : «l'entreprise est rentable, elle produit des machines d'une haute technicité». Il est à peine question du sort des mille travailleurs qui se retrouvent sans travail et aucunement question des luttes à envisager pour que ces ouvriers arrachent au patron et à l'État capitalistes le droit au travail pour tous.

Ces bourgeois de gauche tiennent le même langage que les patrons, car ils défendent les mêmes intérêts et non pas ceux des travailleurs. Ce qu'ils cherchent à préserver, ce n'est pas le travail de la classe ouvrière, mais une «industrie de pointe» au service des capitalistes !

Dans le tract sorti par la CGT de Dreux, il n'est pas étonnant de retrouver la même argumentation : la CGT ne se place pas prioritairement par rapport à la situation des travailleurs, mais elle met en avant la défense «d'une industrie de pointe», la «viabilité de l'entreprise»... et participe aux négociations avec le gouvernement aux côtés du patronat et des autorités parlementaires et préfectorales !

... personnel occupe les ateliers

Les ouvriers de l'ACTIME veulent vivre

Mais la section CGT de l'ACTIME de St-Malo s'est placée sur des positions combatives, celles qui répondent réellement aux intérêts des travailleurs licenciés. Ce qu'ils ont voulu exprimer dans le tract qu'ils ont distribué dans St-Malo, c'est leur détermination.

Ils occupent leur usine parce qu'ils veulent vivre, parce qu'ils refusent tout licenciement, parce qu'ils refusent de subir les conséquences des déficits de leur patron.

Avec les ouvriers de l'ACTIME, nous disons :

— pas un seul licenciement !

— lutte de classe contre classe pour le droit au travail de tous les ouvriers !

Pechiney-Ugine-Kulhmann fer de lance de l'impérialisme français

LA NATIONALISATION DE PUK

Nous terminons aujourd'hui la publication de l'étude sur le trust Péchiney-Ugine-Kuhlmann réalisée par les marxistes-léninistes de l'usine PUK de la Madeleine dans le Nord.

Dans cet article, est dénoncée la mystification des nationalisations avancée par les révisionnistes et les perspectives de lutte des marxistes-léninistes.

LA NATIONALISATION DE PUK

Le PCF, avec son Programme commun, préconise des nationalisations, celles des établissements financiers et de 9 groupes industriels dont PUK.

Il prétend par là que les nationalisations «toucheront les racines du pouvoir de la grande bourgeoisie». La «seule preuve» qu'il puisse avancer, c'est la lutte que la bourgeoisie monopoliste a entamé contre elles : quelques thèmes inlassablement ressassés dans les discours des campagnes électorales, les interviews, les journaux d'entreprise, les exposés tels que celui de P.Thomas, actuel PDG de PUK, du 24 juin 1976, par exemple.

Cela n'est pas une raison d'une part, et c'est archi-faux de penser que la nationalisation sapera les bases du capitalisme monopoliste d'État.

Car nationaliser dans un système capitaliste, arrivé au stade du capitalisme monopoliste d'État, où le capital financier et le pouvoir d'État fusionnent de plus en plus, c'est faire le jeu de cette bourgeoisie monopoliste et qui leur profitera certainement, et aussi à leurs comparses d'URSS. Et cela Engels l'a déjà prédit :

«Il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, prenne la direction de la production».

La preuve, c'est qu'après la seconde guerre mondiale, les pays impérialistes ont pratiqué la nationalisation grâce à l'achat par l'État d'entreprises privées. Et la production de ce type d'entreprises dans l'ensemble des entreprises capitalistes s'est considérablement élevée : en France, en Allemagne, etc.

Ainsi, *«plus l'État bourgeois fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite les travailleurs» (Engels).*

Contrairement donc, à ce que prône le PCF, les nationalisations dans un système capitaliste ne comportent absolument aucun facteur de socialisme. Il ne change rien au caractère capitaliste des relations dans la production. Il n'est en fait qu'un instrument pour renforcer le pouvoir de l'oligarchie financière, pour renforcer surtout l'exploitation des travailleurs.

Et cet instrument sera nécessairement appuyé par les syndicats de collaboration de classe, qu'ils aient opté ou non pour le Programme commun.

Aussi, il n'y a pas lieu de soutenir la forme privée actuelle de ces entreprises contre la forme nationalisée et vice-versa ; le rapport capitaliste existera toujours : avec la forme nationalisée, le rapport capitaliste ne sera pas supprimé, mais au contraire poussé à son comble.

Ce qui montre que lorsqu'on cherche à nous présenter les nationalisations comme des mesures anti-capitalistes, c'est une mystification.

QUE FAIRE

C'est pourquoi les marxistes-léninistes doivent lutter contre les conséquences de la restructuration de PUK et le système capitaliste :

— En avançant des mots d'ordre claires, tels que :

Non à tout licenciement.

Non au reclassement.

On ne négocie pas les licenciements, on les refuse.

Amélioration des conditions de travail.

— En expliquant que les nationalisations dans le système capitaliste ne feront qu'aggraver l'exploitation des travailleurs.

— En concrétisant, dans la pratique, des actions qui visent à promouvoir, à unir, à coordonner les luttes à l'intérieur du trust.

— En luttant contre le patronat, non pas au moyen de grévettes, qui ne satisfont aucunement les ouvriers, mais au moyen d'actions dures et longues : la réalité l'impose.

Tout un programme que le PCF et les réformistes ne peuvent approuver. Un programme dans lequel, à tout moment, s'intègre la lutte politique contre le révisionnisme.

Les marxistes-léninistes de la Madeleine. (Nord)

la France des luttes

EDF

Des syndicalistes CFDT repoussent les manœuvres du PCF

Les dirigeants révisionnistes tentent de plus en plus souvent de rallier diverses sections syndicales ouvertement derrière leurs banderoles. Ainsi, lors de la manifestation de riposte à l'intervention brutale des forces de police au «Parisien libéré», lundi dernier, on a pu remarquer une ou deux pancartes signées PCF-CGT-CFDT. Même si les résultats de l'opération sont encore peu nombreux, ils témoignent de l'offensive de charme menée par le faux parti communiste pour faire passer son mot d'ordre «Le PCF avec les travailleurs».

Il faut combattre fermement ces pratiques qui ne peuvent que renforcer les illusions sur la véritable nature du PCF. Il faut appeler les militants syndicaux honnêtes à repousser nettement ces appels du pied et à refuser d'accoler la signature de leur section syndicale avec celle des révisionnistes, à refuser toute rencontre avec des représentants officiels du PCF, traîtres à la classe ouvrière (comme avec n'importe quel autre parti bourgeois qui gère ou aspire à gérer le capitalisme). Ainsi les sections CFDT du centre EDF Muret-Messine ont répliqué à l'invitation de la section du PCF locale par une condamnation des pratiques fascistes des services d'ordre CGT et PCF. Voici un extrait de leur lettre de réponse au PCF qu'ils nous ont fait parvenir :

«Nous avons reçu hier votre lettre nous invitant à vous rencontrer ce jour à 17 h 30.

Le délai extrêmement court ne nous permet pas de répondre positivement à votre demande. En effet, ce type de rencontre nécessite une discussion préalable avec nos adhérents, tant sur le principe que sur les prises de position de notre syndicat en ce qui concerne les sujets abordés.

D'autre part, sensibles à votre dernière phrase du premier paragraphe, «Il défend en toutes circonstances les libertés», il nous semble important que vous preniez position sur certaines attitudes de militants tant de la CGT que du PCF à l'occasion de diverses manifestations de rue. En effet, certains camarades ont été surpris de voir des militants attaquer d'autres militants qualifiés le plus souvent de «gauchistes». (...)

Nous vous demandons donc une prise de position sur ces faits et faisons de cette réponse un préalable à toute possibilité de discussion avec vous.»

Le Collectif des 5 sections de l'immeuble Murat-Messine.

Lyon

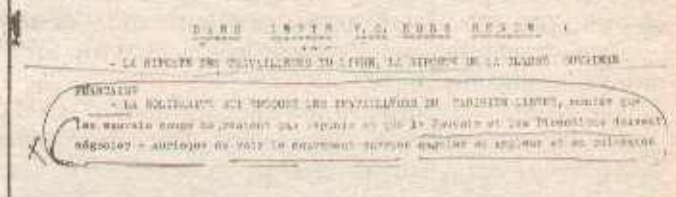
Après le coup de force du Parisien Libéré

Patrons et révisionnistes ont peur

A Bron, comme partout, la CGT essaie de tirer le maximum de profit politique de la lutte des travailleurs du «Parisien libéré». Dans un tract du 8/12, tract dans lequel ils se gardent bien de dire que la CGT a fait reprendre le travail et négocie les licenciements, le Syndicat général CGT des personnels actifs de Bron appelle à une collecte de solidarité et «à lire attentivement» une «Vie ouvrière hors série».

Après le couplet contre la politique de Giscard-Barre-Chirac-Poniatowski, ils ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur crainte des luttes et leur trahison :

«Le pouvoir et les directions doivent négocier — au risque de voir le mouvement ouvrier gagner en ampleur et en puissance».



Voilà les travailleurs prévenus !

Les responsables révisionnistes sont comme Barre ou Giscard qu'ils dénoncent à gorge déployée, pour eux, le développement du mouvement révolutionnaire des masses représente un risque pour l'économie capitaliste qu'ils veulent gérer.

Correspondant HR.

La situation de l'emploi dans les 5 années à venir(2)

d'après une étude de l'Insee

L'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publie dans le No 81-82 de sa revue «Economie et Statistique» une importante étude consacrée au thème «Offre et demande d'emploi par profession au cours du VIIe Plan». Le but de cette étude est de tenter de prévoir l'importance quantitative et qualitative de la main-d'œuvre disponible d'ici à 1981 et celle dont le patronat ou l'État auront effectivement besoin d'ici 5 ans.

Dans notre précédent numéro étaient présentées les caractéristiques actuelles de la population active. L'article d'aujourd'hui montre la quantité et la qualité de la population active en 1981 telles qu'elles sont prévues dans cette étude de l'INSEE. En remarquant que cette étude ne tient absolument pas compte de l'approfondissement de la crise et donc du développement du chômage dans les années à venir.

Il se dessine, *d'après les résultat de cette étude*, un mouvement qui semble aboutir à une demande de qualification plus élevée des emplois offerts par les patrons (employeurs privés, État, collectivités locales...)

Les métiers tertiaires sont, comme on pouvait s'en douter, ceux qui profitent le plus de cette tendance et principalement les métiers tertiaires salariés, liés à des secteurs en forte expansion (banques, assurances, enseignement, santé...), soit à des métiers de l'informatique, de la comptabilité, etc. au détriment des métiers non-salariés (commerçants, certains petits artisants...). Cette dernière tendance est bien sûr liée à la prolétarisation de cette partie de la population active.

Mais cet accroissement de la qualification souhaitée est aussi marquée dans l'industrie : c'est ainsi qie l'importance des ouvriers qualifiés est amenée à s'accroître au détriment des ouvriers non-qualifiés. Toutefois, cet accroissement numérique est obtenu principalement par une extension des ouvriers qualifiés dans le secteur tertiaire.

La population active souhaitée en 1981 par les employeurs

Il convient donc d'étudier en dernier lieu les différences obtenues entre la quantité et la qualité de la population active *souhaitée* par les employeurs et celle effectivement disponible en 1981, c'est ce qui a été fait par les enquêtes de l'INSEE. Pour cela, outre les projections dans l'avenir de la population actuellement active, les économistes de l'INSEE ont eu à calculer les tendances économiques prévisibles, le chômage, l'immigration, les variations démographiques, etc. Il en est résulté deux «scénarios», l'un ayant une hypothèse optimiste de «reprise de la croissance», l'autre se basant sur l'hypothèse pessimiste d'«expansion ralentie».

Les chiffres donnés sont donc une moyenne de ces deux hypothèses, sauf indication particulière, pour l'année 1981.

On a prévu pour les *agriculteurs* qu'ils passeraient de 2,3 millions à 2,1 million. C'est une population, soit qui se prolétarise dans des emplois d'ouvrier non qualifiés, soit qui se caractérise par «l'absence de reprise d'activité» c'est-à-dire par le chômage.

Les *techniciens* passeraient de 0,8 M à 1 M. C'est un secteur employant essentiellement des jeunes et surtout du sexe masculin dont on prévoit que l'offre des employeurs sera inférieur au nombre de techniciens demandant un emploi.

Les *cadres moyens* passeraient de 2,4 à 2,7 M.

Les *employés qualifiés* passeraient de 3,9 à 4,4 M. et les *employés non-qualifiés* de 2 à 2,2 M. (ils sont essentiellement constitués de femmes qui ont une grande mobilité d'emploi).

Enfin les *ouvriers qualifiés* passeront de 4,7 M. à 5 M. et les *ouvriers non-qualifiés* de 3,6 M. à 3,7 M. Les jeunes et les femmes y ont une part importante et selon le scénario I (voir plus haut) il pourrait y avoir un excédent de 124 000 ouvriers non-qualifiés ou, selon le scénario 2, un excédent de 104 000 manoeuvres et OS sur le marché du travail. Par contre, il pourrait bien y avoir d'ici ces cinq ans , une insuffisance d'ouvriers qualifiés par rapport à la demande de l'industrie et du tertiaire. *(A suivre)*

SONACOTRA CEDERA !

Jeudi après-midi à Saint-Denis (banlieue parisienne) avait lieu une de ces nombreuses audiences au tribunal d'instance où la Sonacotra tente à l'heure actuelle d'obtnir des saisies-arrêts sur le salaire des résidents grévistes.

Cette fois c'était le tour du foyer Romain Rolland de Saint-Denis.

Une quarantaine de résidents étaient convoqués avec un des avocats du Comité de coordination. Le Comité de résidents du foyer avait lancé un appel à la mobilisation pour soutenir les camarades qui passaient devant le tribunal et informer la population par tract. L'Union locale CFDT de Saint-Denis soutenait l'initiative et c'est une centaine de travailleurs qui ont défilé depuis le foyer jusqu'au tribunal en criant des mots d'ordre et en distribuant des tracts. En attendant la sortie des camarades du tribunal on pouvait apprendre les dernières mesures prises par la direction Sonacotra : à Saint-Denis elle laissait vides, délibérément, les chambres au fur et à mesure qu'elles étaient libérées. Puis, depuis peu, elle fait signer à l'employeur de tout nouveau locataire un engagement assurant le paiement du loyer.

Le résultat c'est bien évidemment que certains travailleurs ne peuvent avoir accès à une chambre dans ces conditions et d'autres ont perdu leur emploi à cause de cela ! Aucun jugement n'était rendu et rendez-vous a été pris pour une nouvelle mobilisation le 22 décembre.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le premier numéro de décembre vient de paraître. On trouvera au sommaire notamment :

— Rassemblement de soutien à Michel Romain, situation explosive dans le Midi viticole.

— Les petits producteurs de porc victimes de la crise.

— Malabri : lutte contre l'expulsion d'un petit fermier.

— Le groupe Doumeng lance une offensive visant à controler les PME en France et en Europe, dans le secteur des vins, fruits et légumes.

— Document du 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, la deuxième partie extraite du rapport du Comité central portant sur l'agriculture.

— Un éditorial intitulé : «Trois années de baisse du revenu, ça suffit !»

Le prix du numéro : 1 F.

L'abonnement :

	Pli ouvert	Pli fermé
Un an	20,00 F	40,00 F
6 mois	12,00 F	24,00 F

Adresse provisoire :
HR — La Faucille, BP 61 — 75861 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

St-Nazaire

Les chantiers navals occupés

(Suite de la page 1)

C'est le moment de se rappeler que si les chantiers navals polonais sont si concurrentiels, c'est que le gouvernement social-fasciste polonais a répondu par le fusil et les chars aux revendications des ouvriers en 1970.

Tour de France des pollueurs

Le capitalisme démasqué accuse le coup

St Gobain Pont à Mousson, grande entreprise capitaliste française (72 eme sur le plan mondial), promène à travers la France un train destiné à redonner au capitalisme un masque souriant que de nombreux faits et la mobilisation de plus en plus large qu'ils suscitent, ont ces temps-ci fait voler en éclat.

Bref, le capitalisme accuse le coup, et tente avec son train de répandre de nouvelles illusions.

Le groupe Information Aménagement (GIAM) de Toulouse nous a envoyé un compte-rendu du passage de ce train dans cette ville. L'opération baptisée «Forum-environnement» était lancée dans le cadre d'une semaine internationale de l'Environnement patronnée par l'État.

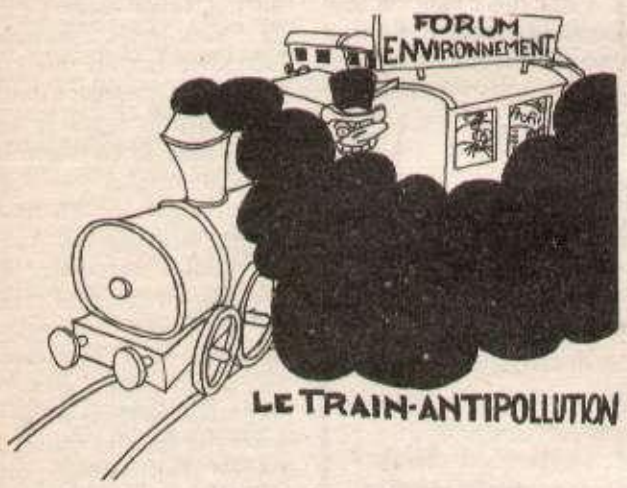
Nous publierons dans notre prochaine édition, la suite de ce compte-rendu, où l'on voit que ce train «passe mal» et qu'il faut les flics pour lui ouvrir la voie.

Autour du thème central «l'industrie pour mieux vivre», chacune des voitures présentait des points plus précis : «Mieux vivre chez soi, dans la cité, dans la nature, dans le travail»...

Les dirigeants de la firme déclarent «écarter l'aspect commercial pour témoigner de ce qui est réalisé par l'industrie française dans le domaine de l'amélioration des conditions d'existence; ceci afin de tempérer les critiques légitimes des défenseurs de l'écologie contre les nuisances de la société industrielle».

Ainsi les pollueurs déclareraient la guerre à la pollution ! Voudraient-ils dépolluer ? Tout au plus, ils reconnaissent que «les usines du groupe ne sont pas toutes neuves ou agréables». Or, intouchables, protégés par l'État, les trusts n'ont cessé de polluer villes et campagnes : fumées toxiques, déversement de produits dangereux, dures conditions de travail, accidents du travail...

Au premier rang, la chimie. Péchiney-Ugine-Kuhlman (PUK), Saint-Gobain, Rhône-Poulenc... étroitement imbriqués les uns les autres. Rhône-Poulenc pour 8 % est aux mains de PUK, pour 6 % de Saint-Gobain. PUK et Saint-Gobain ont une filiale commune produisant du combustible nucléaire. Ces empires traitent les hommes comme du bétail, considèrent que la nature ne coûte rien, et que la détruire, ça rapporte.



La pollution dans le Sud-Ouest

Rappelons-nous leurs méfaits les plus connus dans la région :

— Des paysans de Tarascon sur Ariège dont les vaches furent tuées par les fumées fluorisées de l'usine Sabart, se virent interdire par Péchiney d'utiliser les remboursements payés par la firme à l'achat de nouvelles vaches.

— La Garonne ravagée par le cyanure déversé par Métodécor à Toulouse.

— L'eau d'Evian rendue dangereuse par des bouteilles plastiques (B.S.N.) à Montauban.

— Le mépris absolu des ouvriers des usines ariégeoises d'aluminium : 38 jours de grève pour de maigres résultats.

— Une région empoisonnée, celle du Lannemezan, par PUK : forêts détruites, les eaux de la Baise mortes et toxiques, vaches et moutons tués, vin et lait dangereux. La lutte des paysans est un début.

Quel est le but de cette opération d'envergure ?

Avec une impudence sans limite, une arrogance sans borne ces trusts se déguisent en dépollueurs. Pourquoi ? La lutte populaire contre la pollution, les dégradations des conditions d'existence, ils tentent de la récupérer en l'intégrant dans leur stratégie.

L'ANTI-POLLUTION, c'est surtout pour ces messieurs produire et vendre de nouvelles marchandises et faire du profit dans des secteurs nouveaux. Ils vont vendre en quantité des appareillages les plus divers au nom de l'atténuation des effets polluants;

Ainsi les voitures Saint-Gobain regorgent de ces trouvailles scientifiques : isolation thermique ou phonique ; acheminement et épuration de l'eau; traitement et dépoussiérage de l'air; emballages biodégradables ou recyclables; récupération des calories; compostage; amélioration des lieux de travail... Ouvrant un nouveau domaine de super-profits, les firmes se lancent à fond dans l'industrie anti-pollution. Le nettoyage industriel se porte bien. Merci. Du fric, toujours du fric...et du fric «propre» puisque destiné à nous rendre propres. D'une pierre deux coups. Se blanchir; ne soyons pas dupes du slogan Saint-Gobain «Le train forum est un acte de foi dans la capacité de l'industrie à surmonter ses propres handicaps et à contribuer au bien-être de tous». Omnibus ou express, le train-train Saint-Gobain veut nous mettre en boîte.

(A suivre)

NI PLAN BARRE !
NI PROGRAMME COMMUN
A BAS LE CAPITALISME !

Meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge du centre de Paris.

Au cours de ce meeting interviendront notamment

— un travailleur de la Caisse d'épargne de Paris

— un cheminot parisien

— un postier de la Recette principale des postiers de Paris

Jeudi 16 décembre à 20 H 45
Salle de l'Epicerie, 12 rue du Renard
Paris 4e
(Métro Rambuteau ou Hôtel de ville)

Offensive contre la santé des travailleurs

Le gouvernement veut réduire le remboursement de certaines spécialités pharmaceutiques à 40 ou 50 %. De 480 spécialités, il veut élargir la liste à 600 ou 700 médicaments baptisés «de confort» pour la circonstance.

Sous prétexte de réduire le soi-disant déficit de la Sécurité sociale il s'agit en fait d'habituer les travailleurs à ce que leurs dépenses en médicaments ne soient plus remboursées qu'à moitié.

En même temps des menaces de fermeture planent sur 600 centres de santé, (dispensaires de quartiers), qui jouent un rôle important dans les dépistages, les premiers soins, l'orientation vers d'éventuelles consultations hospitalières, et sont notamment fréquentées par les ouvriers.

Ces dispensaires gérés par diverses collectivités locales sont en déficit d'environ 30 % notamment du fait que la Sécurité sociale leur rembourse 7 à 20 % de moins qu'aux médecins de ville conventionnés.

En réduisant leur activité et les menaçant de fermeture (60 ont déjà fermé en 5 ans) c'est aux possibilités de soins que s'attague la bourgeoisie.

Le plan Barre prétendait que l'Etat allait donner l'exemple de l'économie en réduisant son budget pour les dépenses de fonctionnement qui n'étaient pas indispensables. La vérité est tout autre. C'est au détriment de la santé des travailleurs que l'État capitaliste compte faire des économies. C'est au détriment de la classe ouvrière que la bourgeoisie veut maintenir ses profits.

Le pouvoir encourage notamment dans ce but la restructuration de la pharmacie au profit des grands trusts comme Rhône-Poulenc dont les filiales vont se lier à celles d'Elf-Aquitaine et PUK qui se rapproche de l'Oréal.

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS
UN ABONNE PAR LECTEUR

LISTE DE SOUSCRIPTION entre août et décembre (suite)

Suppl. à réab. SJP	5 F
CDHRS Loiret	1459 F
" Bretagne	500 F
Suppl. à réab. MM	100 F
CDHR Province	81,50 F
Suppl. à réab. GP	8 F
" " LPG	20 F
" " DM	10 F
" " DP	5 F
" " RJP	8 F
" " DR	5 F
" " LD	10 F
" " PG	5 F
A.J.	80 F
Suppl. à réab. MPH	5 F
" " RB	8 F
" " BM	10 F
" " LM	5 F
" " FG	25 F
" " FAM	25 F
" " RA	30 F
" " M.Mme G.	10 F
" " DM	5 F
" " RF	5 F
" " W AL	10 F
" " DA	8 F
" " CJP	5 F
" " EM	5 F
" " MR	5 F
" " DP	110 F
" " JA	60 F
" " DS	55 F
" " BJ	18 F
" " CY	110 F
" " LBA	55 F
" " FP	100 F
" " AR	40 F
" " TSF	110 F
" " DH	60 F
CDHR Dombrowski	99 F
" " BC	18 F
" " MFC	110 F
" " MLB	5 F
" " LG	6 F
" " VP	5 F
" " AJ	10 F
" " LCH	55 F
Soutien à HR J.	40 F
Un appele T.	3 F
Son à librairie	550 F
A.G. Soutien	155 F
Suppl. à réab. E.Ch.	50 F
CDHR Dombrowski	81 F
Suppl.à réab. HR	8 F
CDHR Chrisostome	300 F
Son Libratrie	6 F
S.M.B.	500 F
Un couple de lecteurs de R.	250 F

Total
20602,65F

culturel

A la télévision du 14 au 20 décembre

LUNDI — A2 — 22 H 50
L'huile sur le feu de Bouvard.
avec Paul Dijoud et des travailleurs immigrés

Ce soir lundi, parait un nouveau numéro du magazine de Philippe Bouvard, «L'huile sur le feu». Comme son nom l'indique, l'objet du magazine est de réunir des personnes opposées pour les faire «discuter» d'un même problème. En général, les entretiens sont animés.

Ce soir, Bouvard invite Dijoud, secrétaire d'État auprès des travailleurs immigrés, pour parler de leurs problèmes. Bouvard a choisi en face de Dijoud un immigré du FASTI. Attendons-nous à ce qu'ils abordent inévitablement la question de la lutte des résidents de la SONACOTRA, mais sans que ces derniers soient là, ce qui laisse supposer un certain nombre de choses. Nous y reviendrons.

*****

MERCREDI — A2 — A PARTIR DE 15 H 50
Un sur cinq : dix minutes pour répondre

Petite bagarre dans le «show-business» : Jean-Claude Annoux vient d'enregistrer une chanson intitulée «Je suis contre» (la peine de mort) pour répondre à la chanson «Je suis pour» de Michel Sardou.

Celui-ci n'en rate pas une, après avoir vanté les «mérites» et les joies de l'armée bourgeoise française, regretté le départ de France des Yankee impérialistes, méprisé la femme maintes et maintes fois, choisit donc, plus démagogue que jamais de pousser la complainte en faveur de la lame d'acier de la guillotine. Cet homme d'extrême-droite (et qui le reconnait lui-même) reflète, à sa manière bien sûr, l'exacerbation de la lutte des classes. Il y a, en effet, un phénomène récent dans la chanson de variété, marquant les prises de position sociales, voire politiques d'un nombre croissant de chanteurs. Plus par démagogie et par souci de vendre que par conviction, des vedettes font dans «le social» et la chanson engagée. On parle pollution, métro-boulot-dodo, condition de la femme, etc.

*****

MERCREDI — A2 — 21 H 30
C'est-à-dire. Magazine avec Raymond Barre

Au magazine de Cavada, ce soir, Raymond Barre, c'est de lui qu'il s'agit, fait en effet partie des innombrables sauveurs miraculeux de la «conjoncture», de la «crise». Ces croisés de la technocratie, tous plus spécialistes de l'économie les uns que les autres, ont leur nouveau représentant, celui que Giscard appelle «le meilleur économiste français». Mais comme les autres, Barre voit son étoile descendre en quatrième vitesse du firmament des vedettes de la bourgeoisie.

En effet, la crise est toujours là, elle se développe, s'approfondit et depuis plus de 4 mois maintenant, rien ne s'est amélioré, tout au contraire empire pour les travailleurs. C'est la loi du système capitaliste.

D'autres «sauveurs» du même acabit que Giscard-Barre, ou plus dangereux encore parce que plus trompeurs, du genre «Union de la gauche», prétendent eux-aussi en finir avec la crise... tout en gardant le même système capitaliste.

On prend les mêmes et on recommence, pour le bien-être de la bourgeoisie... mais il faudra bien en finir un jour avec eux. Et ce jour viendra inéluctablement.

Pour des raisons techniques, nous sommes dans l'impossibilité de présenter tous les films et les émissions qui nous semblaient intéressantes.

A l'occasion du 32e anniversaire de la Libération de l'Albanie, le Comité de Lyon de l'Association des Amitiés franco-albanaises présentera le film

LE COMMISSAIRE DE LA LUMIERE
D'Anagnosti et Gjika en version originale sous-titrée

SAMEDI 18 DECEMBRE A 18 h
et DIMANCHE 19 DECEMBRE A20 h
Cinéma leFamillia, 262 rue Duguesclin (69003 Lyon)

Un débat sera animé par des amis de retour d'Albanie
Entrée libre : participation au frais

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES !

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).
Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

Dans une interview à Télé-7 Jours

Giroud fait du vent

Une belle potiche parmi les autres dans son salon luxueux, de style, comme on dit. Telle apparait, Françoise Giroud, sur la photo et à travers son interview, publiées dans le dernier numéro de Télé 7 jours. Une potiche, c'est un objet décoratif, sans importance, creux et qui ne joue aucun rôle. Son discours, de belles paroles pleines de promesses et de bonne volonté, est un fatras de démagogie, d'idées reçues destinées à chercher à faire plaisir à ceux qui l'écoutent.

Les vieux chevaux de bataille sont toujours là : il nous faut une télévision de qualité. Quelle qualité ? Giroud répond : «*Ce qui enrichit l'univers mental du télespectateur*».

Reprenant à son compte le refus des téléspectateurs d'être abêtis, Giroud réclame donc un bourrage de crâne idéologique de meilleure qualité. Ainsi donc, elle réclame de casser la routine des émissions qui, parce qu'elles «marchent» (c'est-à-dire ont beaucoup d'écoute), restent à l'antenne «*pendant quinze ans*». Paroles en l'air, qui masquent mal le fait que c'est la bourgeoisie dont fait partie Giroud qui a institué ce système à la télé et l'a encouragé.

Démagogie toujours, lorsque Giroud affirme qu'«*il ne faut pas craindre de dire que la télévision (...) encourage maintenant à fermer de temps en temps le poste pour devenir soi-même agent d'une creation*». Il est facile de prêcher dans le désert, de pousser les travailleurs «à la création» alors que ceux-ci ont tout juste le temps en dehors du travail de se nourrir et de dormir pour recommencer le lendemain ! D'autre part, et c'est le plus important, nous savons très bien qu'il s'agit de «créer» au service de la bourgeoisie et de son idéologie. Giroud et ceux qu'elle représente ne permettront jamais aux travailleurs de les laisser «créer» au service de leur classe et de son intérêt, la révolution et le socialisme.

Nous sommes toujours en pleine démagogie, lorsqu'elle réclame une télévision française et non américaine. Niant les avantages économiques et idéologiques énormes qu'apporte l'achat des œuvres US pour la télé, Giroud reprend encore un certain refus de téléspectateurs de l'invasion idéologique américaine sur nos chaines, ainsi que l'exigence des acteurs et réalisateurs français d'avoir du travail pour dire qu'il faut beaucoup plus de créations françaises, capables de prendre la place... idéologiquement bien sûr : le bourrage de crâne à l'américaine marche moins bien, alors remplaçons-le par un autre à la française.

N'ayant toujours rien à dire d'original, Giroud reprend les idées les plus galvaudées sur la télévision notamment en ce qui concerne la publicité au sujet de laquelle elle laisse entendre qu'il n'en faut pas trop (c'est tout de même mieux qu'aux USA, dit-elle) mais que cela ne la gêne pas trop. On la comprend, puisqu'à l'exemple des deux premières chaines qui ont plus de 50 % de leurs revenus par les recettes de publicité, la bourgeoisie tient beaucoup à cette institution qui contribue à lui assurer «ses arrières».

Par contre, Françoise Giroud n'oublie pas qu'elle a été secrétaire à la Condition féminine, sous Chirac, et en profite pour lancer son petit couplet : «*La vie conjugale vue à travers la télévision, ce n'est pas gai !*

Toujours des paroles qui ne coûtent rien à dire mais qui peuvent toujours faire leur effet. Et d'ajouter qu'elle a demandé depuis septembre aux publicitaires de faire un effort sur cette question. «*J'ai constaté un réel effort de leur part*» dit-elle. Vous trouvez que l'image de la femme a changé depuis dans la publicité ? Nous pas.

Enfin, le sommet de l'interview c'est lorqu'elle trouve très convenable la façon dont l'information est faite à la TV ! alors que, souvenez-vous, même un journaliste réactionnaire comme Roger Jicquel a quelques complexes à faire son travail de pourriture et de mensonge idéologique...

l'Humanité Rouge

LE SOCIAL-IMPERIALISME JETTE SES FILETS SUR LA MER DE BARENTZ

De par l'abondance des ressources halieutiques de la longue frange côtière norvégienne, la pêche y a toujours été l'une des principales activités économiques. Celle-ci y est particulièrement importante pour les régions septentrionales côtières : dans cette partie du pays elle représente 15 % de l'emploi total . Dans la province du Finmark, 24 % des emplois concernent la pêche.

Et même si l'on devait découvrir du pétrole dans la mer de Barentz, la pêche resterait l'activité qui permettrait de maintenir le peuplement de ces régions excentrées. Avec 20 000 kms de côtes et seulement 4 millions d'habitants, on comprend l'importance du maintien des populations sur le plan stratégique.

Surtout lorsque l'on est voisin d'un pays qui étend ses tentacules là où existe des points faibles. A travers ce tableau, brossé rapidement on conçoit mieux l'extrême importance que prend la Coéférence sur le droit de la mer pour la Norvège : la nomination d'un ministre du droit de la mer en est aussi une preuve.

Traditionnellement les pêcheurs norvégiens exploitent avant tout la zone côtière. En moyenne 80 % des prises sont faites à l'intérieur des 200 miles marins à partir de la côte ; ce qui a des répercussions notables sur les matériels et engins de pêche utilisés : petites unités, engins de pêche fixe. Nous verrons par la suite l'importance que prend ce matériel lors de négociations avec des pays tiers.

En raison de la dépendance dans laquelle se trouvent les régions côtières vis-à-vis de la pêche, en ce qui concerne leur économie, leur structure, tout affaiblissement des stocks le long des côtes norvégiennes aurait des conséquences graves. Ces dernières années, l'exploitation des ressources halieutiques côtières des bancs de l'Atlantique Nord-Est s'est considérablement accrue.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation :

Les nations qui pêchent traditionnellement dans la mer de Barentz et dans la mer de Norvège ont augmenté de façon notable leurs prises par une modernisation de leurs matériels.

— la réduction des captures qui est la conséquence de la surexploitation de l'Atlantique-Ouest et l'extension des eaux territoriales réservées aux pêcheurs irlandais ont fait affluer la flotte hauturière internationale vers l'Atlantique-Est.

— De plus des nations traditionnellement absentes sont apparues sur ces lieux de pêche : Espagne, Portugal, aussi Cuba, Bulgarie, dont les concentrations sont importantes.

Les dangers exercés sur les stocks de poissons en eaux norvégiennes sont donc réels, et ont amené le gouvernement de ce pays à prendre un certain nombre de mesures.

Destruction des réserves dans les eaux norvégiennes

En 1974, le gouvernement norvégien a publié une déclaration en 3 points principaux, déclaration de principe sur sa politique en matière des eaux territoriales de pêche :

— Établissement sans délai d'une zone interdite au chalutage dans les zones situées au large de la Norvège septentrionale.

— Extension rapide des eaux réservées à 50 miles.

— Aboutir un jour à 200 miles par l'intermédiaire de la Conférence du droit de mer.

Le premier point a déjà été concrétisé et entré en vigueur en janvier 1976. Ces zones de pêche interdites au chalutage ont été établies en raison du mode de pêche des côtiers norvégiens (utilisation de la pêche à la longue ligne, du filet fixe). L'arrivée massive de chalutiers étrangers a entraîné de nombreuses frictions entre pêcheurs côtiers norvégiens et chalutiers, notamment russes, ceux-ci passant outre toute réglementation internationale.

Mais lors des négociations sur ce premier point, l'URSS a manœuvré fort habilement : acceptant d'emblée les zones interdites au chalutage qui seront reconnues par la CEE, l'URSS savait parfaitement que les négociations entre la Norvège, d'une part, et la Grande-Bretagne d'autre part, seraient extrêmement difficiles et qu'il allait de soi que les chalutiers soviétiques n'auraient pas à respecter d'autres zones que celles acceptées par la communauté.

Ceci devait obliger la Norvège à négocier bilatéralement avec l'URSS, la CEE ayant limité au maximum les zones interdites, ce qui ne pouvait satisfaire les pêcheurs norvégiens. L'URSS arrachera donc au cours de ces négociations en vue de la reconnaissance des zones interdites :

— un accord dit de «coopération de pêche» qu'elle désirait depuis longtemps conclure avec la Norvège, mais dont la première application fut pour l'URSS d'obtenir une augmentation considérable de son quota de morue au détriment de la Norvège.

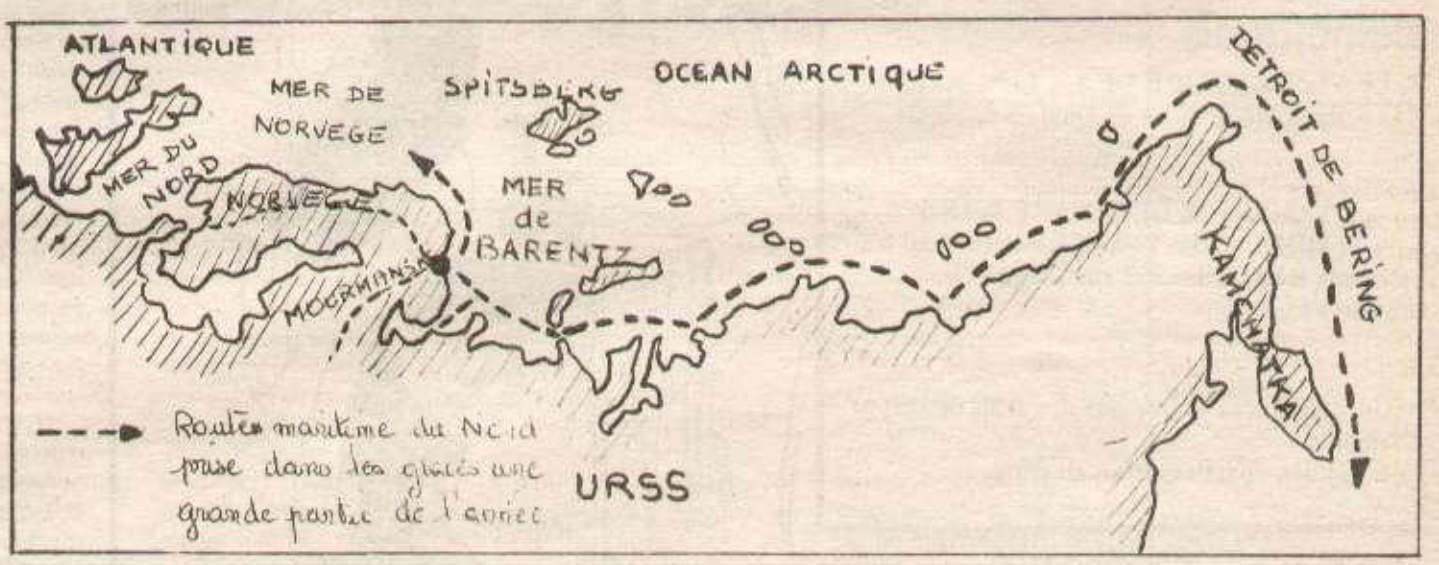
La tactique social-impérialiste n'est pas une innovation : les organisations internationales ou régionales ont pris l'habitude de ses manœuvres diplomatiques. Dans la négociation sur les zones interdites au chalutage, le social-impérialisme avait tout intérêt à laisser la Norvège s'essouffler dans des discussions avec la CEE, pour mieux lui imposer son diktat.

L'URSS impose son diktat à la Norvège à propos des zones de pêche

C'est chose faite. Les Norvégiens ne s'y trompent pas car aujourd'hui, les journaux publient des propos qui en disent long sur l'état d'esprit qui règne lors de discussions bilatérales Norvège-URSS : «La clef de la pêche norvégienne est à Moscou» titre l'Afterporster. «Les négociations sont extrêmement difficiles, bien plus que celles qui se déroulent parallèlement avec la CEE».

Les deux derniers points de la déclaration de 1974 du gouvernement norvégien sont deux étapes d'une même volonté : étendre la zone économique norvégienne à 200 miles et recouvrer la pleine souveraineté de ses ressources.

Mais un certain nombre de facteurs rendent la situation complexe. Il est impossible pour la Norvège de procéder à l'extension aussi longtemps qu'elle ne se sera pas mise d'accord avec l'URSS sur la délimitation territoriale en mer de Barentz. En fait l'URSS considère la mer de Barentz comme une mer intérieure, un lac russe. Dernièrement les soviétiques ont interdit tout accès dans cette mer afin de procéder à un tir de missiles, dont la durée avait été fixée à 40 jours.



Non seulement c'est un geste inamical (1 seul missile a été tiré) mais une telle interdiction à des fins militaires a des répercussions sur les pêches locales norvégiennes et c'est un acte de piraterie de grande puissance visant à peser sur de futures négociations.

Les visées impérialistes de l'URSS sur le Spitsberg

Une déclaration de Gromyko en 1972 proposait une résolution sur la non-utilisation de la force dans les relations internationales et sur l'interdiction permanente de l'emploi des armes nucléaires, cela après l'intervention en Tchécoslovaquie et le soutien au démembrement du Pakistan.

L'année suivant cette valeureuse intervention, c'était l'intervention armée en Angola. Aujourd'hui l'URSS colporte le projet d'un traité mondial sur la non-utilisation de la force dans les relations internationales. Cherchant à frapper d'amnésie les peuples du monde entier, l'URSS se mystifie et prend ses désirs pour des réalités. L'exemple norvégien, nous montre une fois encore, quel état d'esprit adopte le social-impérialisme dans les relations internationales. En convoitant le Svalbarg, c'est le même état d'esprit qui est au poste de commande. Le Spitsberg occidental, l'île la plus importante du Svalbarg appartient à la Norvège depuis 1920.

L'archipel est riche en charbon et peut-être en pétrole et l'URSS y exploite une mine de charbon. Mais depuis quelques mois, celle-ci a des exigences incompatibles avec les accords signés par elle et qui préoccupent le gouvernement norvégien. Un coup d'œil sur la carte nous permet de constater que, outre les possibles richesses qui composent son sous-sol, le Spitzberg peut avoir un intérêt stratégique d'importance, pour une marine social-impérialiste qui cherche à se dégager du cul-de-sac dans lequel est enfoui Mourmansk. La volonté soviétique de peupler sa concession, en violation directe avec les accords signés en 1920 laisse présager de l'usage qu'il pourrait en être fait.

Le Parti communiste des ouvriers (ml) de Norvège à la tête de la lutte pour l'indépendance nationale

Le gouvernement norvégien, qui a laissé le loup entrer dans la bergerie, aura du mal à s'en dégager. D'autant plus qu'à Bruxelles, les négociations s'avèrent difficiles : les pêcheurs des «neuf» capturent environ 400 000 tonnes de poissons par an dans les 200 miles marins (surtout la morue qui descend de la mer de Barentz entre janvier et avril pour frayer dans les eaux peu profondes baignant les îles Lofoten) dont environ 50 000 tonnes par les Français. Les pourparlers engagés signalent des points d'accrochage importants, la Communauté n'étant pas disposée à accepter la série de restrictions que formule la Norvège. L'URSS, assurément, profitera de ces désaccords s'ils se prolongent et le gouvernement norvégien cédera le pas, à moins que la population norvégienne s'organise autour du Parti communiste des ouvriers (marxiste-léniniste) pour dénoncer les atteintes à l'indépendance nationale, les pressions de toutes sortes du social-impérialisme, la cupidité sans borne de la clique Brejnev.

Florestan
Correspondant HR.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976